

# L'expérience américaine

Autor(en): **Weber, Max**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **25 (1933)**

Heft 9

PDF erstellt am: **24.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383925>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

25<sup>me</sup> année

Septembre 1933

N° 9

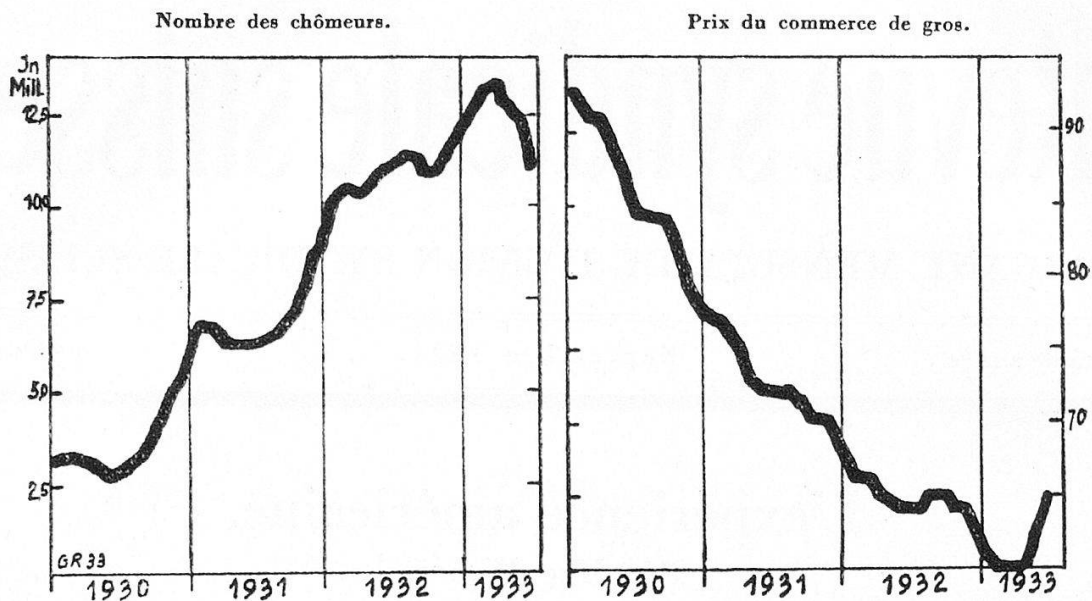
## L'expérience américaine.

Par *Max Weber*.

L'histoire universelle réserve parfois des surprises. Au moment où d'aucuns prétendent que le socialisme est anéanti dans certains pays d'Europe, le gouvernement américain s'ingère dans la vie économique d'une manière que l'on qualifierait ici de socialisme étatiste du dernier degré. Au moment où nos milieux officiels s'opposent à toute économie dirigée, le pays qui avec la Russie est le plus grand du monde, tente un essai d'économie dirigée du plus grand style. Et, tandis que notre presse commerciale dirigeante, sous l'influence des politiciens et avec l'encouragement de certains hommes de science, rejette la théorie de la capacité d'achat, le président des Etats-Unis prend cette théorie comme base de toute sa politique. Cette expérience américaine est d'une telle audace et significative à un point que l'on est tenu de s'en occuper, lors même qu'il n'est pas aisé de trouver à quel point de vue se placer.

Récapitulons la situation qui fut celle de l'Union de l'Amérique du Nord l'hiver dernier: Elle a trois ans de crise derrière elle. L'armée des chômeurs augmente sans cesse et elle dépasse un effectif de 13 millions au cours de cet hiver. Les secours de chômage n'existent pas, parce qu'aucune loi n'en prévoit. On court le danger de voir les masses dans la misère, se révolter. De plus la crise accuse un recul ininterrompu des prix des marchandises (comparez la courbe), ce qui finalement accule les farmers endettés à la ruine. Toutes les mesures prises jusque là par le gouvernement Hoover ont échoué.

Sur ces entrefaites, un autre président prend la succession. (Aux Etats-Unis, le président jouit d'un pouvoir que maints présidents de ministères européens lui envient.) Ce nouveau président est engagé par les promesses électorales et le devoir moral *d'empêcher par tous les moyens une catastrophe*. Il se met au travail entouré de conseillers appelés communément brain trust (trust du cerveau).



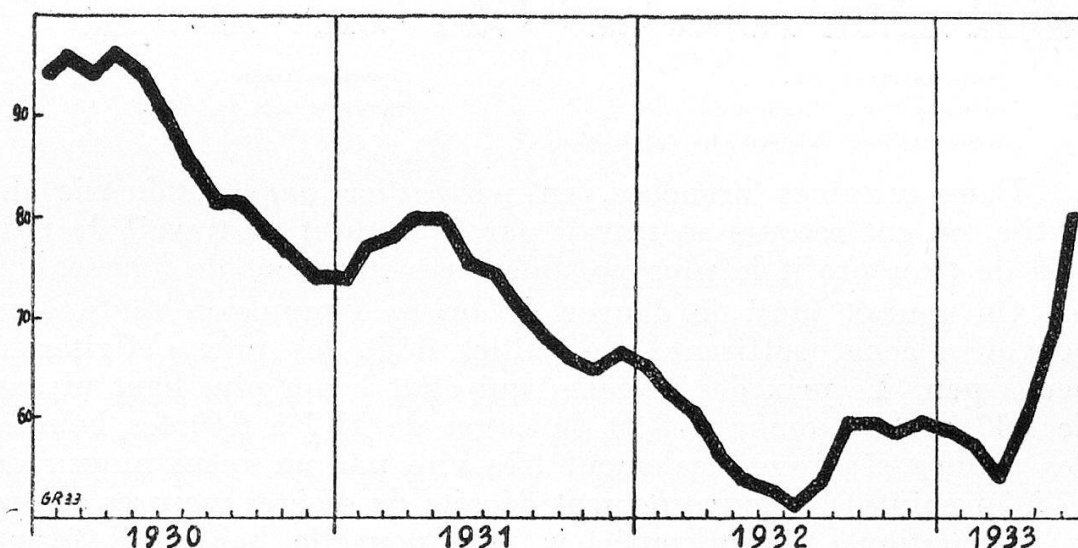
Une grande action est tout d'abord lancée pour faire monter les prix des marchandises, car il convient de donner avant tout aux farmers la preuve tangible d'une nouvelle politique. Un essai dans ce sens est tenté à l'aide de vastes crédits. L'effet attendu ne se produisant pas ou n'étant que passager, le Congrès décide de lancer une action d'entr'aide en faveur de l'agriculture (farm relief act). Cette action prévoit des mesures pour la réduction des terres arables et de donner plein pouvoir au gouvernement pour réduire la valeur nominale du dollar jusqu'à 50 pour cent. De plus une loi, prévoyant le relèvement de l'industrie, est décrétée.

Le levier le plus puissant, mais aussi le plus dangereux qui devait agir dans le développement qui suivit, fut sans contredit la dévaluation du dollar. Il a déjà exercé son effet purement psychologique, du fait que chacun entendait se prémunir contre les conséquences de la dépréciation du dollar. Une spéculation intensive se fit de toutes parts. Les prix augmentèrent par bonds et non pas seulement dans la proportion de la dévaluation en cours ou attendue du dollar; même compté à la parité or, il y eut une augmentation folle des prix. A ce propos il faut néanmoins tenir compte qu'au printemps 1933 la hausse des prix du marché mondial fut générale, et qu'elle se serait produite aussi bien sans la politique de démarrage des Etats-Unis. L'Amérique a pu profiter de cette tendance à la hausse des prix. Quelques chiffres prouveront la proportion encore jamais atteinte qu'a pris cette augmentation des prix. De janvier à juillet, les articles les plus importants du marché mondial ont subi les augmentations suivantes, en pour-cent à New-York:

|            | Augmentation des prix en % |            |
|------------|----------------------------|------------|
|            | Dollars-papier             | Dollars-or |
| Coton      | + 88                       | + 33       |
| Peaux      | + 136                      | + 64       |
| Caoutchouc | + 176                      | + 90       |
| Céréales   | + 147                      | + 70       |
| Sucre      | + 136                      | + 66       |
| Cuivre     | + 80                       | + 25       |

La production augmenta également dans de fortes proportions dans certaines branches économiques. L'occupation dans l'industrie de l'acier, par exemple, augmenta de mars à juin de 15 à 53 pour cent de sa capacité, une augmentation de 253 pour cent. La vente des automobiles augmenta dans une proportion de 80 pour cent; la production industrielle totale augmenta de 35 pour cent de mars à juin. L'index de la production (Federal Reserve Board) s'éleva de 54,1 à 80,2 et atteignit ainsi le niveau qu'il avait en 1931, comme le démontre la courbe ci-dessous.

Index de la production industrielle.

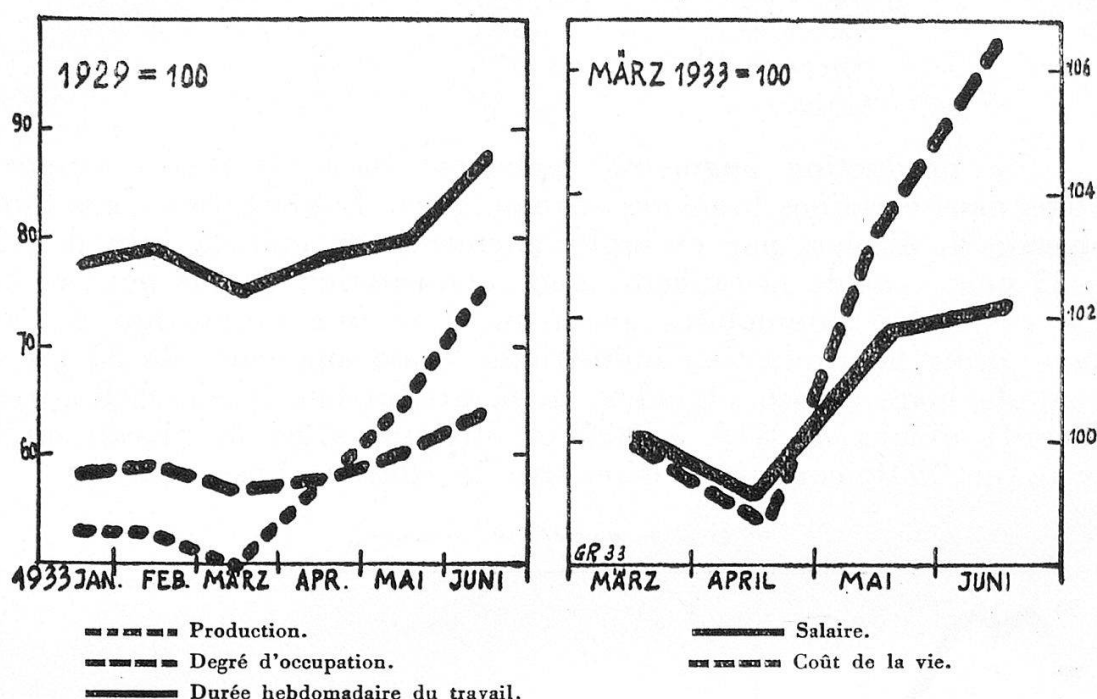


C'est là le mouvement ascensionnel le plus important que l'histoire ait enregistré.

Cependant, le caractère *spéculatif* de ce mouvement se fit nettement jour. Il fallait attribuer l'augmentation de la production au fait que le commerce s'était approvisionné dans de larges mesures, afin de prévenir une nouvelle hausse des prix. Cependant, la production devança fortement la demande normale. Tandis que la production augmentait de 35 pour cent, les revenus des ouvriers ne croissaient que dans la proportion de 7 pour cent. Les courbes transcrites dans les graphiques que nous joignons font nettement ressortir l'écart qui s'est produit entre la production et le pouvoir d'achat. De plus, l'industrie tenta de faire exécuter par le personnel qui avait été occupé jusque-là, les commandes qui avaient tout à coup afflué. On appliqua le moyen de la pro-

longation de la durée du travail; la durée moyenne du travail augmenta et cela plus rapidement que les revenus, preuve qu'il y eut des réductions partielles de salaires.

Prix et salaires.



Dans certaines branches, en particulier dans l'industrie du textile, on eut recours au travail par équipes et au travail de nuit afin de tirer profit le plus possible du mouvement de hausse.

On courait ainsi le danger de briser l'impulsion faute d'un pouvoir d'achat suffisant. En juillet déjà, les prix s'effritèrent peu à peu. Le prix des céréales, qui était à son plus haut niveau de 1,17 dollar, tomba à 0,90, le coton de 11,7 à 9,9; les bourses des actions réagirent également très vite par un recul moyen de 97 à 76 points. Le gouvernement décréta de sévères mesures contre la spéculation afin d'empêcher une nouvelle baisse. Il ferma même momentanément les bourses, mais ces mesures ne suffisaient naturellement pas à forcer la hausse des prix.

Roosevelt et ses conseillers avaient prévu que leur but, qui était d'élever le niveau des prix et de donner une nouvelle impulsion à la production, ne pouvait être atteint par la seule manipulation monétaire. Ils sont persuadés que la crise est due à l'écart qu'il y a entre la production et la capacité d'achat. A ce sujet, nous lisons dans la *Nouvelle Gazette de Zurich* (N° 1409) l'exposé suivant:

« Le Général Johnson qui fut chargé de diriger l'action, attribue la sur-expansion industrielle des dernières années à la répartition non-compensée des revenus, du fait qu'une grande partie du rendement économique fut utilisée aux fins de développer l'appareil de production au lieu d'en avoir fait bénéficier les masses et leur permettre ainsi de se procurer les produits. C'est pourquoi on a tenté d'élever la capacité d'achat des masses tout en soumettant la production et les prix à un contrôle de l'Etat. Le livre qu'a publié le

président lors de son entrée en fonction et intitulé « Looking forward » prouve que c'était là l'idée qui figurait au premier rang de la campagne électorale de Roosevelt. Dans ce livre, Roosevelt reproche à son pays d'avoir insuffisamment utilisé les gains énormes réalisés au cours des années passées, à la baisse des prix, à l'augmentation des salaires ou au paiement des dividendes. Les consommateurs, ouvriers et actionnaires auraient été oubliés, tandis que l'on utilisait les excédents à la construction de nouvelles fabriques superflues, qui aujourd'hui sont devenues inutiles et ont cessé toute activité. »

Ce passage ne figure, il est vrai, que dans la partie commerciale de la *Nouvelle Gazette de Zurich*; la partie réservée à la politique fait montre d'opinions absolument opposées.

Pour réaliser la pensée que la capacité d'achat doit marcher de pair avec les prix, Roosevelt a présenté une nouvelle loi au Parlement: la « National Industrial Recovery Bill » (loi sur le relèvement de l'industrie). Cette loi fut mise en vigueur le 16 juin. Son but est simple, il préconise *l'augmentation de la capacité d'achat de la classe ouvrière*. Pour ce faire, on fixera des salaires minima et on réduira la durée du travail dans l'industrie. On tentera d'édifier un code pour chaque industrie avec le concours du patronat et de la classe ouvrière organisée. Si cette collaboration n'est pas possible, le gouvernement se réserve le droit de promulguer lui-même un code. L'Union syndicale américaine a proposé l'introduction de la semaine de 30 heures, car selon l'état de la production en mai dernier, il serait nécessaire de réduire à 26 heures par semaine la durée du travail pour pouvoir occuper tous les chômeurs.

Le premier code mis en vigueur concerne l'industrie du coton. A cet effet, les syndicats qui avaient prévu un salaire minimum de 10 dollars pour le Sud et 11 dollars pour le Nord, purent augmenter l'un et l'autre de 2 dollars. La durée maximum du travail a été limitée à 40 heures. De plus les patrons s'engagèrent à ne pas occuper d'enfants en dessous de 16 ans. Les autres industries ont rencontré de très grandes difficultés; il s'est même produit un *réel rébellion de la part des patrons*. Ces derniers refusent de signer les Codes et n'admettent pas que le gouvernement les oblige à les appliquer. Leur attitude est dictée en partie par opposition aux augmentations de salaires et à la réduction de la durée du travail et, d'autre part, par une opposition de principe contre le mouvement syndical qui lors de la conclusion d'un code d'entente par les patrons serait de fait reconnu officiellement. L'avenir nous montrera dans quelle mesure le président des Etats-Unis pourra vaincre la résistance des industriels organisés.

Nous aimerions ajouter à ce bref exposé sur les mesures prises par le gouvernement des Etats-Unis pour donner une nouvelle impulsion à l'économie, quelques mots sur l'opinion ayant trait à la politique en général.

Le plan du parti démocratique est basé sur deux points d'appui: la *manipulation monétaire* et la *politique sociale*. En ce qui concerne l'expérience monétaire, nous ne pouvons pas

approuver le point de vue officiel de l'Amérique. Les prix ne pourront pas toujours augmenter ni être maintenus par une simple dépréciation de l'argent. Car, on ne créera pas une nouvelle capacité d'achat de cette manière, on ne fera que l'évaluer différemment. On ne parviendra à élever les prix que lorsque l'offre et la demande s'amélioreront, c'est-à-dire lorsque avant tout il y aura augmentation de la consommation. Nous avons déjà dit plus haut que certains facteurs laissent entrevoir une animation progressive et l'Amérique pourra faire usage de ces prémices. Nous estimons juste, par contre, la deuxième conception selon laquelle l'amélioration des prix et de la production, lorsqu'elle se produit, ne pourra être maintenue que si les revenus des masses laborieuses, soit les salaires et les revenus des farmers, sont accrus dans la même proportion. La grande question qui se pose dans la solution de ce problème, est de savoir si et dans quelle mesure Roosevelt parviendra à augmenter la capacité d'achat en imposant de telles mesures de politique sociale à ce peuple américain qui jusqu'à présent s'était révélé l'incarnation de l'individualisme.

---

## La concentration des entreprises.

Par *Fritz Giovanoli*.

Les résultats qu'a donné jusqu'à présent le recensement des entreprises de 1929 n'ont pu fournir un tableau de la situation réelle qui règne dans le processus de concentration des arts et métiers et de l'industrie, du fait que chaque succursale, qui est une partie d'une entreprise, a été comptée comme entreprise proprement dite. Cependant, il existe d'importantes entreprises réparties en plusieurs usines qui très souvent ne se trouvent pas au même endroit. D'autres entreprises industrielles se sont affiliées à une organisation commerciale pour la vente de leurs produits et pour la sécurité de leurs débouchés. C'est spécialement ce fait qui est typique pour l'évolution de l'économie capitaliste moderne. A part le développement d'exploitations sans cesse grandissantes, il y a donc encore les entreprises formées par plusieurs exploitations. Cette « concentration des entreprises » a donc aujourd'hui déjà une plus grande importance que la « concentration des exploitations industrielles ».

Si, lors de l'élaboration de cette statistique, ces diverses parties d'exploitations et succursales, dépendant d'une entreprise, sont réunies en une seule exploitation, on obtient ainsi une image plus exacte de la grandeur des entreprises et par là une vue d'ensemble sur leur concentration. Le dernier volume des « Résultats du recensement des entreprises industrielles en Suisse », paru récemment, est consacré aux entreprises consistant en diverses exploitations.